



Pour Noël, Christian Blanc offre un train électrique à la région capitale
par J-L Laurent p.14

L'identité nationale, c'est l'identité républicaine
par M-F Bechtel, p.15

« Parce que vous ne pouvez pas être ailleurs ! »
par E. Martin, p.16

Bulletin d'information du Mouvement Républicain et Citoyen - décembre 2009

Citoyens MILITANTS

www.mrc-france.org

Pourquoi le « Salut public ? »

Edito / Jean-Pierre Chevènement



Dans la crise de la globalisation financière qui s'est mise en place depuis le début des années quatre-vingt, la France se trouve « cornerisée ». Nous sommes pris par la logique de la monnaie forte – hier « le franc fort » (1983-1998) et depuis 1999, l'euro. Les Etats-Unis, pour remédier à leurs déficits, laissent se déprécier le dollar : celui-ci valait

1.20 euro en 2000. Il en vaut aujourd'hui 0.65. Par ailleurs, la globalisation s'est développée à travers l'implantation des multinationales dans les pays à très bas coût salarial et de la complète libéralisation des mouvements de capitaux et de marchandises. La France, et avec elle la zone euro tout entière, est prise en étau entre la concurrence déloyale des pays à très bas coûts, au premier rang desquels la Chine, et la compétitivité retrouvée des pays de la zone dollar.

Dans ces conditions il n'y aucune chance de pouvoir enrayer les délocalisations industrielles, la montée du chômage et le processus de déclin qui emporte l'Europe, avec en son cœur la zone euro.

La seule issue rationnelle serait que l'Allemagne accepte un gouvernement économique de la zone euro et une politique de change qui permette de rétablir la compétitivité globale de l'économie européenne et une croissance permettant le retour au plein emploi. Mais tel n'est pas le choix de la coalition CDU-CSU-FDP conduite par Mme Merkel. L'Allemagne estime avoir, grâce à sa spécialisation sur des créneaux à haute valeur ajoutée (biens d'équipements), de longues années devant elle pour s'adapter. Ses choix reflètent aussi sa démographie vieillissante, et enfin la valorisation des actifs qu'elle détient à l'étranger (plus de 500 milliards d'euros).

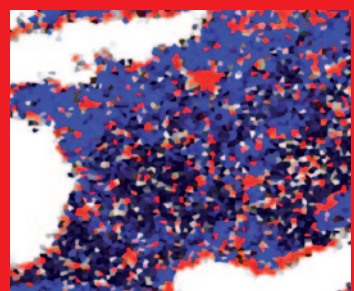
La France, avec 800 000 naissances par an (contre 600 000 à l'Allemagne) ne peut se satisfaire d'une quasi stagnation de son économie. Dans ces conditions et parce que la zone euro est très hétérogène, il est presque inévitable que de fortes tensions se développent en son sein. L'éclatement de la zone euro ne peut même pas être exclu, si l'Allemagne continue à imposer ses choix.

Un « bras de fer » va donc s'engager avec les Etats-Unis, la Chine et l'Allemagne. C'est pour ne pas sortir broyés de ce « bras de fer » que nous proposons un « programme de salut public ». Pour la France et pour une Europe véritablement « européenne ».

Ce programme repose sur l'idée que la France, communauté de citoyens, a besoin pour exister politiquement, d'être mobilisée sur un projet. C'est ce projet « de salut public » que le MRC propose à la France. Et en même temps c'est le moyen de « politiser », au bon sens du mot, le débat européen. C'est le moyen de faire reculer la domination de l'aristocratie financière en Europe, de favoriser le camp du progrès en Allemagne, de faire mûrir la conscience, et de faire de la construction d'une République européenne des peuples un projet progressiste.

Ce « Salut public » doit être porté par les couches populaires, celles qui vivent de leur travail mais aussi par le « peuple des citoyens », c'est-à-dire la communauté civique qu'est la France républicaine telle que nous voulons la rebâtir. Ce projet s'imposera, à travers l'immense crise qui est encore devant nous, avec le concours de tous ceux qui ne désespèrent pas d'un avenir commun.

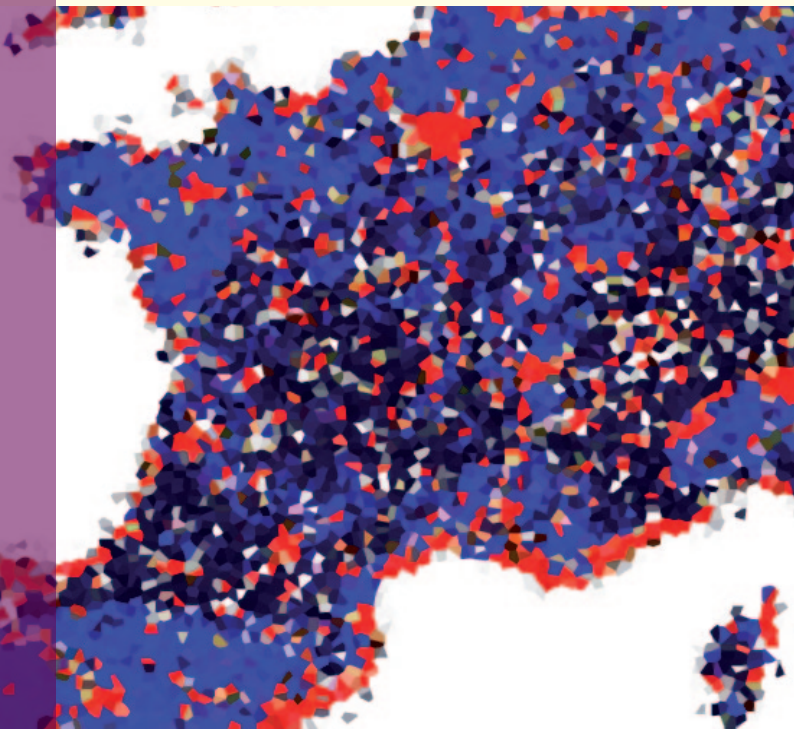
C'est cela le sens de la « refondation républicaine » que nous n'avons cessé d'appeler de nos vœux, à vrai dire depuis que la gauche a ouvert la malheureuse « parenthèse libérale » dont chacun peut voir aujourd'hui où elle nous a conduits.



programme de
Salut public

p. 2 - 13

Le projet de programme de Salut public est un document de travail préparé par Patrick Quinqueton et le Secrétariat national, adopté à l'unanimité par le Conseil national du 15 novembre dernier. Ce document est adressé à l'ensemble des adhérents pour être débattu et amendé dans le cadre des réunions que le MRC doit tenir dans toute la France dans les semaines à venir. Il sera ensuite soumis pour adoption définitive lors d'un Conseil national qui se tiendra le 28 mars 2010. Le programme de Salut public a pour objectif d'aller au fond des questions et des réponses qu'il faut apporter à la crise. Il ne s'agit donc pas d'un programme visant à aborder tous les sujets, ni de formuler nos critiques à l'égard de la droite comme de la gauche. Il s'agit d'aller à l'essentiel. Nous vous invitons à vous inscrire dans ce cadre pour vos discussions.



programme de Salut public

DOCUMENT DE TRAVAIL

LE CAPITALISME FINANCIER MONDIALISÉ EST ENTRÉ DANS UNE CRISE DE LONGUE DURÉE. CETTE CRISE EST À LA FOIS CELLE DU MODÈLE CAPITALISTE ANGLO-SAXON DÉRÉGLEMENTÉ ET GLOBALISÉ, ET CELLE DE L'HYPERPUISSANCE AMÉRICAINE QUI « TENAIT » LE SYSTÈME, COMME LA CLÉ DE VOÛTE LA CATHÉDRALE. CETTE CRISE NE PEUT SE RÉSORBER RAPIDEMENT POUR TOUTES SORTES DE RAISONS. LA PRINCIPALE EST QUE LES ÉTATS-UNIS NE PEUVENT PLUS DOMINER SEULS LE RESTE DU MONDE MAIS QUE LA CHINE NE POURRA PAS AVANT LONGTEMPS ASSURER LA RELÈVE.



Entre les Etats-Unis et la Chine

Pour qui sait lire à travers les chiffres, il est clair qu'une certaine co-gestion implicite s'est établie. Les Chinois savent qu'ils doivent gérer dans le temps long, c'est-à-dire avec prudence, leur inéluctable montée en puissance. Dans l'immédiat ils continuent d'acheter des bons du trésor américain mais ils préparent pour le moyen terme un successeur ou du moins des succédanés au dollar. À long terme ils seront gagnants : leur PNB dépassera celui des Etats-Unis d'ici quinze à vingt ans. Ils sont d'ores et déjà la deuxième économie et le premier exportateur mondial. Ils attirent le reste de l'Asie et d'abord le Japon dans leur orbite. Dans la course aux matières premières dont ils ont besoin, ils prennent pied en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud. Prodiges de déclarations pacifistes, ils développent, à bas bruit, leur arsenal. Ils sont d'ores et déjà non seulement une grande puissance économique et financière mais aussi scientifique et technologique. Le temps joue pour eux et ils le savent. Ils tiennent le dollar dans leurs mains. Le dollar a donc encore de beaux jours devant lui, car la Chine, quoi qu'elle en dise, a besoin du dollar pour poursuivre son développement.

Les Etats-Unis quant à eux se sont installés dans le confort d'une économie rentière. En élisant Barack Obama comme Président, ils ont cependant montré une réactivité et un instinct vital de premier ordre. Ils semblent avoir reconquis d'un seul coup le « soft power » qui leur avait échappé depuis l'invasion de l'Irak en 2003.

Certes la tâche du nouveau Président est rude. Du moins a-t-il su d'emblée opérer le « cadrage » des problèmes qu'il a à résoudre : à l'intérieur enrayer la crise et opérer à travers un nouveau New Deal, la reconquête des couches populaires. Pour cela il lui faut à la fois mettre sur pied le système de santé auquel il s'est engagé, rétablir l'épargne des Etats-Unis et réindustrialiser le pays. En même temps il lui faudra faire ratifier par un Sénat réticent le traité d'interdiction des essais nucléaires, faute de quoi sa vision d'un monde « exempt d'armes nucléaires » s'effondrerait brutalement.

A l'extérieur, les Etats-Unis d'Obama cherchent à neutraliser la Russie et la Chine pour pouvoir se désengager du borborygme de la « guerre des civilisations » malencontreusement ouverte par Georges W. Bush avec le monde musulman. Obama doit en particulier obtenir de l'Iran qu'il respecte le TNP, fondement de l'ordre nucléaire mondial, d'Israël qu'il consente à la création d'un Etat palestinien viable. Il lui faut enfin stabiliser durablement l'Afghanistan et le Pakistan. Autant de travaux d'Hercule dont un seul absorberait l'énergie d'un homme mais dont l'échec d'un seul pourrait compromettre tous les autres.

Le Président Obama maîtrise la communication, mais il y a beaucoup de choses qu'il ne maîtrise pas : le big business traditionnellement favorable aux républicains qui lui restent hostiles, Wall Street, c'est-à-dire la finance, acquise aux démocrates à condition que ceux-ci l'aident à prospérer, le Capitole dont le pouvoir de blocage dans le système présidentiel américain pose le problème de savoir si les Etats-Unis peuvent, avec de telles institutions, reconquérir leur leadership. Enfin, à l'extérieur, le reste du monde échappe par définition à Obama, quelle que soit la sympathie qu'il suscite dans l'opinion.

Reste qu'Obama est unique. Et il y a sur la terre une majorité d'hommes qui ne peuvent pas souhaiter son échec. Son but proclamé est de rétablir le leadership américain. Il faut le croire sur parole. Mais il ne peut faire marcher l'Histoire à l'envers. Les Etats-Unis devront rétablir leurs équilibres internes et composer avec le reste du monde. Sur quel monde cela débouchera-t-il ? Une régulation politique pourra-t-elle se substituer à la domination des marchés financiers ou du moins les tenir en lisière, voire les encadrer ? Et quelle place la France et l'Europe y tiendront-elles ?



L'absence de volonté en Europe

Si l'on s'en tient à cette seule dernière question, le diagnostic est sombre ! Pour se réindustrialiser, rétablir leur épargne, lutter contre le chômage, les Etats-Unis ont besoin d'un dollar faible. Celui-ci a déjà franchi la barre des 1,5 dollars pour un euro, contre 0,84 en l'an 2000. C'est dire l'ampleur de la dévaluation réalisée. Dans le même temps les Etats-Unis, très réalistes dans l'évaluation des rapports de forces, ont renoncé à demander la réévaluation du yuan qu'ils réclamaient au début de l'année 2009. Les Chinois viennent même de rétablir un lien fixe entre le yuan et le dollar. La France et les pays de la zone euro, déjà affrontés à la concurrence des pays à bas coût salarial au premier rang desquels la Chine, voient se renforcer la compétitivité des produits

américains au fur et à mesure de la baisse du dollar et simultanément celle des produits chinois. Nous sommes donc pris en étau entre la concurrence des pays à bas coût et celle du dollar. Et dans la longue période de transition qui commence, entre l'hégémonie déclinante des Etats-Unis et la montée irrésistible de la Chine, il n'y a aucune chance que l'étau se desserre sauf sursaut aujourd'hui inimaginable. La probabilité est que notre déclin industriel va s'accélérer, faute de ce sursaut vital.

L'Allemagne, du fait de sa spécialisation dans les biens d'équipement pourra résister quelques années. Elle le pourra d'autant mieux qu'elle a mené depuis une dizaine d'années une politique de déflation salariale efficace ... surtout vis-à-vis de ses partenaires européens. Mais ceux-ci, parmi lesquels la France, pourront beaucoup plus difficilement résister à la prise en tenailles par la Chine et par le dollar.

L'Europe de Maastricht et de Lisbonne est en effet une machine d'impuissance. La Banque Centrale européenne, arc-boutée sur sa politique de lutte contre l'inflation, est aux abonnés absents pour ce qui est de la politique de change. Certes le traité de Maastricht pourrait être interprété autrement mais c'est sa version allemande qui triomphe : la politique de change ne viserait que les réformes structurelles du système monétaire international du type accords de Bretton Woods ou de la Jamaïque. La France est prisonnière d'un système, celui de l'euro, sur lequel elle n'a aucun moyen d'action. La Grande-Bretagne a pu dévaluer la livre de près de 40%. La France a les pieds et les mains liés. On crie haro sur le protectionnisme. La Grande-Bretagne avait instauré des droits de 30% en 1931 ! Mais que fait d'autre en 2009 la Grande-Bretagne en dévaluant sa monnaie de 40 % ? Comment allons-nous nous défendre du protectionnisme monétaire américain, britannique et chinois ? Par un protectionnisme « européen » qu'il serait plus juste d'appeler « rétablissement d'une concurrence équitable » ? Une fiscalité écologique ? Des droits « antidumping social » ? Aussitôt ce sont cris d'orfraie à l'intérieur et à l'extérieur. On lit que les pays du Sud s'alarment à l'idée d'une taxe carbone à l'importation qui serait d'ailleurs dérisoire. Mais où sont donc les centrales à charbon qui sont la principale source de pollution sinon d'abord en Chine et en Inde ? Quant aux salaires de misère, à l'absence de protection sociale, de droit syndical et même de syndicats, sauf si on entend par là des syndicats « jaunes », au service des patrons, que faisons-nous pour en protéger nos industries et nos emplois, bref nos ouvriers, et plus largement ceux qui vivent de leur travail ? Rien, évidemment, au nom du principe de la « concurrence libre et non faussée » !

Peut-on attendre quelque chose de l'Europe à vingt-sept, où tout a été verrouillé de A à Z, où l'harmonisation fiscale ne peut se décider qu'à l'unanimité, où par le jeu des majorités qualifiées, les pays libéraux, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, et les pays à bas coût salarial d'Europe Centrale et Orientale, peuvent facilement bloquer toute mesure visant à protéger le marché européen des concurrences déloyales ?



La France prise au piège

Voilà la triste réalité, celle d'un pays trahi par ceux qui avaient à charge de le protéger, celle d'une impuissance constitutionnalisée, même si c'est par traité. Où est la volonté d'aller à l'encontre de ces choix désastreux, de ce dessaisissement consenti des pouvoirs confiés par le peuple à l'Etat qui s'en est défait, comme si c'était là une prouesse sur le chemin de la rédemption post nationale ? La France est prise au piège. Et les autres d'ailleurs avec elle, même s'ils l'ignorent encore. Peut-on attendre une réaction ? Elle se fera en ordre dispersé. Il y aura des jacqueries. Elles seront étouf-

fées. Quand l'Allemagne se réveillera - l'alliance conservatrice-libérale est là pour cinq ans -, il sera trop tard pour les autres Européens. En Europe, seule la France, de par sa tradition politique, pourrait lever l'étendard d'une autre politique européenne. Elle sera seule d'abord pour le faire. Mais elle le doit. Ne sous-estimons pas sa puissance d'entraînement.

Faute d'une politique de change adaptée ou d'une protection commerciale adéquate, on ne peut pas exclure que des évolutions divergentes au sein de la zone euro conduisent celle-ci à l'éclatement. Refusons de parier sur le pire. Agissons pour que l'Allemagne accepte enfin ce qu'elle refuse mais qui est dans la logique des choses : un gouvernement économique de la zone euro. Au fur et à mesure que l'euro montera, nous trouverons des alliés outre Rhin. Mais ne laissons pas l'emporter le poids des conservatismes bornés, ne laissons pas les apôtres de l'inégalité imposer leur loi féroce, refusons le dogmatisme des grands prêtres du libéralisme. Nous ne récusons pas le rêve d'une République européenne des peuples mais nous rejetons, dans la construction qu'on a imposée au peuple français, de justesse en 1992, à Maastricht, mais contre sa volonté exprimée quatre ans plus tôt, à Lisbonne, en 2009, ce qui est mortifère pour l'Europe elle-même. Sachons nous affranchir de ces carcans réactionnaires pour tendre aux autres peuples une main fraternelle. Sachons inventer un autre chemin.

C'est possible, si nous le voulons. Un gouvernement de salut public n'hésiterait pas à s'appuyer sur le référendum, c'est-à-dire sur le peuple français pour faire plier ceux qui travaillent pour la finance internationale, et en définitive, contre l'Europe. C'est dans l'inspiration du programme du Conseil national de la résistance qu'il nous faut puiser.

Nous proposons un programme de salut public pour la France dans le monde tel qu'il est, celle d'un pays apte à y reprendre toute sa place et à contribuer à sa transformation, que nous devons définir. Par ailleurs, après l'effondrement du communisme, puis de la social-démocratie, il nous faut réinventer un projet progressiste. Si nous puisons dans l'histoire de la France, c'est le projet républicain qui est capable d'impulser le goût salubre de l'indépendance à l'extérieur et le goût de l'intérêt général à l'intérieur. C'est donc un projet républicain nouveau qu'il nous faut inventer. L'âge d'or n'en a pas existé, mais en nous ressourçant dans notre tradition républicaine, nous pouvons faire du neuf, en pesant sur l'ordre du monde, sur l'orientation de l'Europe, sur l'avenir de la France.

Il nous faut donc fixer les termes d'un véritable programme de salut public pour que notre pays reprenne la main sur son avenir. Cela passe d'abord par l'ouverture d'une phase radicalement nouvelle de l'histoire européenne.

Puis le programme de salut public que nous proposons se décline à l'extérieur et à l'intérieur en quelques axes cohérents de priorités :

- Changer en profondeur la gouvernance mondiale
- Rassembler les français autour d'un projet pour la France
- Imaginer un nouveau modèle de développement humain

**POUR ÉCHANGER ET SOUMETTRE VOTRE AVIS SUR CE TEXTE, AU-DELÀ DES
RÉUNIONS DÉPARTEMENTALES ET RÉGIONALES, ÉCRIRE À :
programme-salut-public@laposte.net**

Ouvrir une phase radicalement nouvelle de l'histoire européenne

La capacité propulsive de l'Europe de Bruxelles a vécu. Elle s'est enlisée dans le double credo ultralibéral ravageur pour l'emploi de la « concurrence libre et non faussée » et du désarmement commercial. La crise financière a montré l'inexistence des institutions de Bruxelles et de Francfort. Et pourtant, jamais autant qu'aujourd'hui le besoin d'une action commune des nations européennes n'a paru plus indispensable. Il faut donc innover.

- 1 Un vrai gouvernement économique de la zone euro :** C'est davantage sur cet objectif de pilotage de la politique économique par les ministres de l'économie des pays de la zone euro qu'il faut appeler un changement européen, pour assurer un taux de change de l'euro stable par rapport au dollar et au yuan et ainsi protéger les intérêts européens. De ce fait, l'indépendance de la BCE pourrait être concrètement remise en cause. La politique économique à mettre en œuvre doit utiliser tous les leviers existants et se fixer l'objectif explicite du plein emploi en n'excluant pas une inflation modérée. A défaut, il serait inéluctable d'organiser l'éclatement de la zone, avec sortie de l'euro pour plusieurs pays.
- 2 Une Europe à géométrie variable par des coopérations renforcées plus faciles :** Devant l'impossibilité de développer de nouvelles coopérations européennes dans le cadre trop strict du traité, il faut innover hors traité, à partir des Etats. Il doit être recherché des coopérations bilatérales, décidées à deux et destinées le cas échéant à s'ouvrir ensuite.
- 3 Un vaste plan d'indépendance énergétique, d'équilibre écologique et de grands travaux :** C'est notamment dans la production et le transport de formes d'énergies non émettrices de gaz à effet de serre que l'Europe doit développer des coopérations renforcées et ouvertes, dans le respect des impératifs de la sécurité nucléaire. L'indépendance énergétique est un des domaines où la coopération entre l'Europe et ses voisins est la plus nécessaire. Les grands travaux doivent promouvoir les objectifs de liaison par des transports économes en énergies rares entre grands pôles, d'aménagement et de développement des territoires et de mise en valeur de l'environnement et des sites remarquables en Europe.
- 4 Rétablir un équilibre entre concurrence et coopération :** La « concurrence libre et non faussée » peut être prise au mot. Des mécanismes compensatoires doivent permettre d'éviter les délocalisations vers les pays européens à bas coût de main-d'œuvre, lorsqu'elles ne se traduisent pas par des progrès sensibles de ces pays dans le niveau des salaires et de la protection sociale et dans la contribution à la réduction des gaz à effet de serre. Les politiques européennes doivent encourager la coopération, complémentaire de la concurrence.
- 5 L'agriculture orientée vers la sécurité alimentaire :** C'est une politique agricole offensive, autour d'une agriculture de producteurs, pour contribuer à la sécurité

et à la qualité de l'alimentation, en Europe et dans le monde, qu'il faut rechercher. Elle s'appuie sur l'autosuffisance alimentaire, le soutien aux revenus des agriculteurs, une régulation tenant compte des prix internationaux et associant les producteurs, un allègement de la pression des distributeurs sur les agriculteurs.

- 6 Un vrai statut des services publics :** Les services publics ou les services économiques et sociaux d'intérêt général, faisant appel aux collectivités publiques, aux entreprises publiques et aux associations sans but lucratif, doivent bénéficier d'un régime propre échappant aux règles de la concurrence sous conditions établies par les Etats membres. Ils doivent être organisés dans l'intérêt des usagers que sont les citoyens, par une directive « services publics ». A défaut, la France doit exiger de disposer d'une clause de sortie pour préserver et reconquérir ses services publics.
- 7 Une politique commerciale qui protège notre modèle social :** C'est à un réarmement commercial que l'Europe doit procéder et il nous faut dans ce domaine être plus européens que les européistes. Des montants compensateurs adaptés, des droits de douane si nécessaire, des normes de qualité vérifiables, des taxes ciblées, une véritable préférence communautaire, sont à mettre en place pour protéger nos emplois et l'environnement. La France doit porter cette exigence en Europe.
- 8 Une alliance équilibrée entre les grands pays européens et l'Amérique :** L'Europe n'étant pas elle-même une puissance et ne le devenant pas avant longtemps, ce sont les relations entre l'UE et ses grands Etats membres (dont la France) d'une part, et les Etats-Unis d'autre part, qu'il y a lieu d'organiser.
- 9 L'ouverture et la coopération avec la Russie :** Publiquement, c'est en France que cette proposition est émise. Mais l'Allemagne, sans le dire, la pratique sur le terrain énergétique. Il nous appartient de définir ensemble des objectifs réalistes de coopération « de grand voisinage » avec cette grande puissance européenne.
- 10 Une politique méditerranéenne intégrant la question turque :** La question de l'adhésion de la Turquie, qui se pose différemment dès lors que l'Union européenne a renoncé à être une puissance politique et qu'il nous faudra de toute façon initier des coopérations renforcées entre quelques pays européens, ne peut être tranchée en dehors de la mise en place d'une grande politique méditerranéenne, que l'UPM a fait espérer mais a ratée par sa précipitation.

suivez l'actualité
du MRC sur internet

www.mrc-france.org
www.chevenement.fr
www.facebook.com/jpchevenement
<http://twitter.com/chevenement>

Peser à l'international pour changer la donne mondiale

La mondialisation sans règles, à partir du leadership américain, a vécu. Les issues n'en sont pas évidentes pour autant, dès lors que l'élection du nouveau président des Etats-Unis fonctionne comme une re-légitimation du leadership américain, dans un compromis évolutif avec la Chine, sans pour autant vraiment s'accompagner des changements indispensables. Il appartient à la France de faire des propositions sérieuses.

- 11 La reconstruction du système monétaire international :** La surévaluation de l'euro, qui est mortifère pour nos emplois, doit être combattue, en obtenant des changements dans la position de l'Allemagne. La piste la plus sérieuse consiste à refonder le SMI sur un dispositif de parités quasi-fixes mais adaptables entre le dollar, le yuan, l'euro, la livre et le yen, reposant sur un paquet de monnaies. Une profonde réforme du FMI est nécessaire. Les droits de tirage spéciaux doivent être utilisés à plus grande échelle pour des objectifs de résolution des conflits et de développement des pays pauvres.
- 12 Un vrai contrôle public sur le système financier :** L'éradication des paradis fiscaux (absolus ou relatifs) passe par la re-légitimation de l'impôt et du rôle des Etats. La réglementation des marchés financiers est à l'ordre du jour. Cela signifie que les produits financiers doivent être encadrés par des règles prudentielles précises et sanctionnées. Un régime d'autorisation des nouveaux produits financiers est à mettre en place par les autorités monétaires régionales ou par le FMI.
- 13 Des protections contre le dumping monétaire, social et environnemental :** La nécessaire protection du progrès social et de l'équilibre de l'environnement conduisent à organiser les échanges entre des zones géographiques relativement homogènes, avec des mesures raisonnables de protection à l'intérieur de ces zones.
- 14 Le confortement de l'ONU :** Nous préconisons une ouverture réaliste du Conseil de sécurité, où nous avons et devons conserver un siège permanent. Nous soutenons la légitimité de l'ONU à intervenir politiquement plus qu'à multiplier les forces d'interposition. C'est dans ce cadre que doit se concevoir une action politique concertée de lutte contre le terrorisme. C'est dans le système de l'ONU que doit être créée une organisation internationale de l'environnement.
- 15 Des unions d'Etats souverains par grandes zones géographiques :** Elles sont un des éléments clés du monde multipolaire de demain, qu'il s'agisse d'organisations anciennes (Union européenne, Ligue arabe, Union africaine, ASEAN) ou plus récentes (groupe de Shanghai en Asie centrale qui s'affirme, Union pour la méditerranée). La France doit avoir une politique cohérente en ce sens.

- 16 Un nouvel équilibre stratégique respectant l'indépendance de la France :** La logique de l'extension indéfinie de l'OTAN doit être clairement combattue. Malgré le retour de la France dans le commandement intégré, il faut continuer à se battre pour sauvegarder les moyens d'une véritable autonomie stratégique de notre pays. La France doit conserver une capacité stratégique autonome. C'est probablement dans une stratégie d'appui réciproque avec certains pays émergents que la France, et avec elle les grands pays européens, pourra ne pas se laisser enfermer dans l'étau sino-américain. Une coopération stratégique est nécessaire avec la Russie, le Brésil, et l'Inde.
- 17 Une action collective internationale pour le développement durable :** Il s'agit de sortir de la duperie et de la débilité des appels moralisants sommant chaque individu d'« agir pour la planète ». Ce qui est primordial, c'est d'organiser la transition énergétique, et de fixer des priorités sur l'eau et la lutte contre le réchauffement climatique avec les projets de captation de CO², puis de lancer un plan d'actions internationales et par grandes régions sur 30 ans, qui fassent porter les efforts sur les pays riches et sur les pays émergents. Les tentatives en cours (Copenhague) doivent être soutenues, en recherchant de façon énergique l'implication des Etats-Unis et de la Chine, sans laquelle elles seraient dépourvues du moindre intérêt.
- 18 La paix par le dialogue entre toutes les civilisations :** Il y a urgence à sortir de l'affrontement, ancré dans les têtes, entre l'occident et le monde musulman. La France de la laïcité a un rôle à y jouer. L'affirmation politique et culturelle de la francophonie est un atout majeur. Pour cela, la recherche urgente et contrainte d'une solution internationale au Proche-Orient dans le cadre des résolutions de l'ONU (un Etat palestinien et des garanties de sécurité pour Israël) et le désengagement occidental d'Irak et d'Afghanistan sont des objectifs prioritaires. Le principe d'interventions limitées dans les conflits, politiques toujours et militaires au besoin, mais assurées par les seuls pays de la région du monde en cause, doit être défendu.
- 19 Un plan mondial pour le développement humain en Afrique :** Les objectifs du Millénaire pour le développement sont à prendre au sérieux, en s'appuyant sur des Etats légitimes, autant que possible de droit. La Banque mondiale doit financer, éventuellement par l'utilisation de droits de tirage spéciaux (DTS), un vaste plan de développement des infrastructures agricoles, énergétiques et de communication des pays les moins avancés.
- 20 Des politiques migratoires négociées et maîtrisées :** Les techniques de contrôle de plus en plus sophistiquées doivent être mises au service de politiques claires d'ouverture à la circulation des personnes et de migrations concertées, sans démagogie et sans naïveté, entre le nord et le sud. Il est nécessaire de définir plus précisément comment peut se mettre en place un véritable co-développement entre les pays du Nord et ceux du Sud.



Rassembler les Français autour d'un projet pour la France

Il est temps de retrouver des motifs de vivre ensemble dans le monde d'aujourd'hui, de trouver une signification nouvelle au « modèle français ». Nous devons nous appuyer, à l'intérieur et à l'extérieur, sur la capacité propulsive de la Révolution française, et notamment de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789. Elle se prolonge des meilleurs apports du mouvement ouvrier et des idéaux progressistes qui ont inspiré le programme du Conseil National de la Résistance. Il est temps de sortir du discours prétendument « citoyen » infantilisant pour reconnaître les citoyens comme véritablement souverains. L'identité nationale, c'est l'identité républicaine de la France.

- 21 Les services publics, outil de l'intérêt général :** La nécessaire « défense des services publics » ne suffit pas. C'est à une véritable refondation qu'il faut procéder. Certains besoins pourraient être mieux satisfaits dans une logique de service public (eau, internet, par exemple). Il est indispensable de trouver les modalités spécifiques de densification des services en milieu rural, dans les zones périurbaines et dans les banlieues dégradées. La régulation des tarifs et des services offerts par les opérateurs publics comme par les opérateurs privés chargés d'un service public est une prérogative de la puissance publique, que celle-ci doit exercer.
- 22 La laïcité, instrument adéquat de la lutte contre les discriminations :** Seules des politiques nationales actives, attaquant les inégalités à raison des quartiers d'habitation et à raison des revenus des familles, peuvent assurer l'égalité des chances et sortir de la multiplication des recours contentieux anarchiques contre les discriminations. La laïcité doit être mise en œuvre fermement et généralement dans la sphère publique. Elle implique le respect de la diversité des pratiques religieuses comme du droit d'être athée ou agnostique. Toutes les formes d'obscurantisme, les revendications historiques communautaires, comme l'instrumentalisation de l'identité nationale, doivent être fermement combattues. La recherche et l'enseignement de l'histoire, des sciences et de la philosophie seront renforcés en ce sens. L'application de la loi de 1905 sera pleine et entière.
- 23 Un impôt franchement redistributif et assumé par tous :** Il s'agit d'élargir les bases d'un impôt sur le revenu véritablement progressif, avec mensualisation obligatoire ou retenue à la source, en supprimant tout bouclier fiscal. Mais il nous faut aussi utiliser spécifiquement les impôts sur la dépense pour orienter la production vers les biens durables et les économies d'énergie. Et cibler davantage les impôts sur la rente et sur la fortune, notamment par un rétablissement de l'imposition des plus grosses successions. L'équilibre entre contributions et cotisations sociales doit être revu, pour favoriser les revenus du travail sur ceux de la rente.
- 24 La sécurité publique pour tous les citoyens :** La justice et les forces de police doivent être au service de tous les citoyens. Cela implique une réelle démocratisation de la justice, avec un équilibre entre les droits de la société et les droits de la défense. Il faut sortir de l'acquiescement à l'existence de zones de non-droit et à une action discriminatoire de fait. Cela passe par une action résolue de proximité et par une meilleure légitimation des forces de l'ordre. La sécurité de tous passe par la prévention autant que possible, la dissuasion certainement, et la répression autant que nécessaire.

- 25 Un nouveau dynamisme démocratique :** Une réforme constitutionnelle n'est pas centrale, même si la concentration excessive du pouvoir dans les mains du Président comporte de sérieux inconvénients. Sans doute la renonciation au droit de dissolution et l'introduction d'une part de proportionnelle dans l'élection des députés donnerait-elle un peu d'air à nos institutions. Mais c'est d'abord dans l'usage des institutions qu'il nous faut impulser du neuf, avec la séparation des medias d'avec les grands groupes industriels, des moyens pour la presse critique à publicité limitée, l'obligation d'un compte rendu public et contradictoire de mandat électif, une réforme du financement des partis qui permette de réintroduire un certain pluralisme.
- 26 Des collectivités locales, parties prenantes de la puissance publique :** S'il y a matière à évolution, ce n'est pas par la réduction du nombre de collectivités, c'est dans les rôles respectifs des différentes collectivités. Le mode d'élection des élus locaux doit leur assurer une vraie représentativité. La décentralisation ne doit pas être le prétexte au désengagement de l'intervention publique. La capacité légale et financière d'intervention des collectivités territoriales doit être sauvegardée. Pour limiter le cumul, il faut rendre toutes les indemnités d'élus publiques et imposables dans les mêmes conditions que les autres revenus.
- 27 Un nouveau service civique, qui rassemble les jeunes de chaque génération :** En partant des expériences actuelles diverses (volontariat associatif, chantiers de jeunes bénévoles, dispositif défense deuxième chance, préparation de la réserve, initiatives pour les jeunes des DOM, volontariat civil, services militaires courts, jeunes sapeurs pompiers, volontaires internationaux, etc), mettre en place progressivement un nouveau service national universel et obligatoire, qui sollicite pour une durée conséquente toute une génération pour des activités nobles, formatrices et socialisantes, au service de l'intérêt général.
- 28 L'école pour tous, outil de savoir et d'émancipation :** L'école de la République est à refonder, autour de sa mission essentielle de transmettre des savoirs et des valeurs. La démocratisation de l'enseignement n'a de réalité que si elle permet la maîtrise par le plus grand nombre de savoirs solides et la faculté d'aller jusqu'au bout de ses possibilités. Il est urgent de redonner aux enseignants la fierté de leur métier.
- 29 L'égalité entre les hommes et les femmes, un objectif à portée universelle :** Au-delà de la lutte contre les discriminations et à l'égal accès aux mandats politiques, l'égalité entre les hommes et les femmes est un des axes forts de l'émancipation des êtres humains. Des actions doivent être menées avec ténacité contre l'inégalité économique (salaires, statuts précaires, retraites). Les violences faites aux femmes doivent être plus énergiquement combattues. Le droit des femmes à disposer de leur corps doit être clairement défendu.
- 30 Une sécurité sociale garante de la solidarité nationale :** La question de son financement est d'abord celle des recettes, qui passe par la remise en cause des exonérations de cotisations et l'élargissement de l'assiette aux revenus financiers, en passant de la cotisation à la contribution. La maîtrise des dépenses doit être un choix collectif éclairé par un large débat public est nécessaire sur le rapport entre le niveau des prélèvements et celui des risques couverts. C'est la condition pour développer par ailleurs des réponses aux exigences actuelles de solidarité : la prise en charge plus complète de la dépendance des personnes âgées, du handicap ou des maladies rares ; une véritable « sécurité sociale professionnelle » à partir de l'assurance chômage et du droit à la formation ; le développement des services aux familles.

Imaginer un nouveau modèle de développement humain

Parier sur la valeur du travail, sur l'intelligence et sur les savoir-faire est ce qui permettra à la France de rester dans le peloton de tête des nations industrialisées et ce qui permettra à tous les français de prendre leur part à la réussite collective. Le développement durable, c'est à la fois miser sur les ressources humaines et sortir d'un mode de développement prédateur des ressources rares.

- 31 Les jeunes, atout du développement économique, social et culturel :** La mauvaise qualité de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes est une des caractéristiques de la France, dont il est nécessaire de sortir, en misant sur le dynamisme de la jeunesse, plutôt que sur la charité à son égard. Il est possible de « reconnaître la valeur de la jeunesse », par un service civique et par l'accès à la formation, à l'emploi, au logement, à la santé.
- 32 Un véritable statut affirmant la valeur du travail :** Plutôt que la multiplication des statuts de salariés, il faut rechercher quelles règles simples peuvent structurer le droit du travail et mettre en place une véritable sécurité sociale professionnelle, en lieu et place de la multiplication des indemnités individuelles de préjudices. En même temps, il est temps de réévaluer les revenus du travail par rapport à ceux du capital, par une véritable politique des revenus favorable au travail.
- 33 La recherche et la culture, facteurs de croissance et de développement :** Il nous appartient d'identifier les quelques secteurs d'avenir sur lesquels l'effort d'investissement (grand emprunt) doit porter, en commençant par l'énergie et l'environnement, mais aussi la francophonie ou les mathématiques. Un effort de réinvestissement est nécessaire à long terme, financé par l'emprunt et associant laboratoires publics et privés.
- 34 L'industrie, objectif d'action des forces sociales organisées :** Il est nécessaire de développer une appropriation sociale des conditions de la politique industrielle, en en faisant un des domaines d'intervention des régions, un des objets de négociation sociale et du contrôle des représentants des salariés sur les décisions stratégiques des entreprises, une des modalités du lien entre les laboratoires et les entreprises. Un grand ministère de l'innovation doit s'appuyer sur les pôles de compétitivité les plus dynamiques. Les exigences du développement durable doivent y être totalement intégrées et non comme un objectif à part.
- 35 Une limite au retour sur investissement des actionnaires :** La rémunération excessive des actionnaires internationaux est un obstacle à la rentabilité des entreprises. Il pourrait être envisagé de fixer une « marge actionnariale limite autorisée » sanctionnée par une taxation très forte des profits distribués sous quelque forme que ce soit au delà de ce plafond considéré comme raisonnable, et qui abonderait un fonds public anti-OPA d'une part, et un fonds de financement de la protection sociale d'autre part.

- 36 La nationalisation, instrument au service de la politique industrielle :** Il est légitime de nationaliser quand une industrie est nécessaire à la communauté nationale (tel groupe industriel hier, telle banque aujourd'hui), en précisant quelle est la doctrine de l'intervention publique et les critères de la gestion publique.
- 37 La construction de logements répondant aux besoins :** C'est un effort de construction public et privé sur plusieurs décennies qu'il faut promouvoir, en Ile-de-France et dans certaines agglomérations tout en utilisant mieux le parc existant dans la plupart des villes. Une grande politique foncière doit être mise en place pour le rendre possible. Il faut associer à la quantité la qualité des relations sociales et la mise en œuvre d'économies d'énergie, et organiser le mélange des générations et des groupes sociaux.
- 38 Un système de soins alliant efficacité, égalité d'accès et qualité :** Notre système actuel passe pour un bon compromis, mais il est menacé : désertification de certaines zones en offre de soins, marchandisation excessive accompagnée pour les acteurs d'objectifs de rentabilité, imitation du modèle américain dans la réforme hospitalière. Les solutions sont à trouver dans l'implantation de maisons médicales pluridisciplinaires, la refondation du rôle premier de l'hôpital public (notamment de proximité dans les zones défavorisées), la valorisation du médecin généraliste, une politique publique du médicament, la diversification des modes de rémunération des professionnels, l'augmentation raisonnable du nombre des médecins et l'accès à de nouvelles missions des personnels paramédicaux plus nombreux et mieux formés.
- 39 Une politique familiale fondée sur l'égalité entre hommes et femmes :** La fécondité est plus forte en France que dans d'autres pays européens parce que la France a depuis longtemps à la fois une politique familiale et une politique d'égalité professionnelle des hommes et des femmes. Il y a encore du travail pour la petite enfance, mais c'est dans cette veine qu'il nous faut poursuivre, parce que ces deux objectifs ne peuvent être atteints qu'ensemble. Choisir d'avoir des enfants est un acte volontaire qui implique que le droit à la contraception et, à défaut, à l'avortement soit par ailleurs fermement défendu.
- 40 Des réseaux numériques tournés vers le progrès de chacun et l'accès de tous :** La politique doit développer une vision de la régulation et de la promotion de l'internet et des réseaux numériques dans une perspective à la fois économique, sociale et culturelle (logiciels libres, garanties du commerce électronique, régulation des sites, droits d'auteurs mutualisés, réduction de la fracture numérique, sanction de la cybercriminalité, etc).

LE PROGRAMME DE SALUT PUBLIC QUI EST PROPOSÉ VISE À REDONNER À TOUTES LES FEMMES ET À TOUTS LES HOMMES ÉPRIS DE PROGRÈS UN OBJECTIF CONCRET, RÉALISTE, FONDÉ SUR LES VALEURS RÉPUBLICAINES. CES VALEURS N'APPARTIENNENT PAS QU'AU PASSÉ : LA NOSTALGIE N'EST PAS DE MISE. ELLES SONT MODERNES ET FORMENT UN SOCLE EFFICACE SUR LEQUEL PRENDRE APPUI POUR LUTTER CONTRE L'ATOMISATION DE NOS SOCIÉTÉS. ELLES SONT LE CARBURANT QUI PERMET À NOTRE PAYS DE CONSERVER UNE INFLUENCE SUR NOTRE AVENIR COLLECTIF. ELLES SONT UNIVERSELLES, C'EST-À-DIRE QU'ELLES PEUVENT PARLER ET PARLENT EFFECTIVEMENT À TOUTS LES PEUPLES.

Pour Noël, Christian Blanc offre un train électrique à la région capitale



M. Blanc pense être l'héritier du baron Haussmann et de Paul Delouvrier, il serait plus juste de le décrire comme le petit-fils du Père Noël et du Père Fouettard.

Voilà donc le Père Noël qui dépose, sous le sapin des Franciliens, un magnifique train électrique, 130 kilomètres, rapide, 40 gares... bref moderne. Le secrétaire d'Etat n'a pas de mots assez beaux pour le décrire. L'Etat va investir un peu mais mobiliser tous les moyens de la puissance publique et les outils opérationnels pour avancer vite, quitte à court-circuiter le débat public et les citoyens. Le projet de loi évoque 800000 emplois, 9 clusters reliés entre eux...

L'Ile-de-France est invitée à prendre le train pour le XXI^e siècle. Le tracé est ambitieux et large quand l'opinion peine à bien cerner l'action des collectivités locales franciliennes, émancipées en matière de transports seulement depuis 2005.

Sous le charme, nous devrions applaudir la vision du secrétaire d'Etat. Parallèlement, dix grandes équipes internationales d'architectes ont dessiné le futur de l'Ile-de-France. Les images sont belles, contradictoires entre elles, contradictoires avec le projet de M.Blanc mais qu'importe c'est Noël...

Tout va bien se passer d'autant que le Père et le Fils veillent. Malheureusement, la magie de Noël ne dure jamais et nous serons vite le 26 décembre et il restera alors une interrogation

inquiète : ce secrétaire d'Etat ne serait-il pas plutôt le Père Fouettard ? Commençons par la méthode. Dans ce cas précis, elle ne manque pas de pertinence. Pendant une année, le secrétaire d'Etat s'est enfermé dans son ministère avec une équipe réduite pour élaborer le projet. M.Blanc revisite le pire de la méthode technocratique : absence de débat sur les finalités considérées comme des évidences et débat tardif et marginal sur les moyens.

Présenter le débat actuel comme une bataille de pouvoirs et d'égos est très commode pour le secrétaire d'Etat. Le fond de l'affaire est que le train électrique est un projet dangereux qui roulera à vide et à contresens. Ce train traversera sans s'y arrêter les territoires franciliens, reliant une dizaine de clusters aux aéroports et aux gares. Ce train sera vide parce qu'il repose sur une conception fautive des transports de banlieue à banlieue. Il va favoriser l'urbanisation périphérique et l'étalement urbain au moment où la priorité est de bâtir une ville compacte, économe en énergie.

«Ce train sera vide parce qu'il repose sur une conception fautive des transports de banlieue à banlieue.»

Plutôt que de répondre aux besoins de déplacements inter-banlieues dans la zone dense et d'y créer une véritable armature métropolitaine, le projet de Société du Grand Paris choisit la fuite en avant, hors du réel. Ses hypothèses économiques sont irréalistes et les chiffres de créations d'emplois ne sont pas sérieux.

L'Ile-de-France a besoin de raccrocher ses quartiers populaires. Notre région sera invivable sans sa classe moyenne et sans emplois intermédiaires qualifiés. Dans le schéma de M. Blanc, la métropole sera duale juxtaposant des zones d'hyper-compétitivité reliées

entre elles et des territoires à l'abandon. La globalisation pousse dans ce sens.

«Dans le schéma de monsieur Blanc, la métropole sera duale juxtaposant des zones d'hyper-compétitivité reliées entre elles et des territoires à l'abandon.»

Tout l'enjeu pour les politiques publiques est de contrecarrer ce mouvement, pas de le précipiter. Il ne s'agit pas de défendre une « Ile-de-France village » (formule de la tête de liste Europe Ecologie en Ile-de-France) mais de conforter le rôle de Paris dans l'économie-monde en assurant la cohésion sociale. La métropole francilienne doit être compétitive, solidaire et vivable.

Avant même d'être en compétition avec Londres, New York et Tokyo... Paris l'est avec Lille, Lyon et Nantes pour la qualité de vie. En réduisant le « Grand Paris » à un projet de transport et de développement économique, en ignorant la construction de logements abordables, nous nous préparons collectivement un avenir très difficile. Convaincu que la dualité est nécessaire ou fatale, M.Blanc ne s'arrête pas à ces subtilités. Le train doit rouler.

Le rapide débat parlementaire est sans grand espoir. La bataille reprendra le 21 mars au lendemain des régionales et tous ceux qui ont à cœur l'avenir de la métropole francilienne devront s'atteler à mettre en échec- même si c'est regrettable du point de vue des principes républicains- ce projet insensé.

Jean-Luc Laurent

article publié sur

Rue89

L'identité nationale, c'est d'abord l'identité républicaine

LE MRC A DÉCIDÉ DE NE PAS PARTICIPER AUX DÉBATS SUR L'« IDENTITÉ NATIONALE » ORGANISÉS DANS LES PRÉFECTURES À L'INITIATIVE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE AVANT L'ÉCHÉANCE DES ÉLECTIONS RÉGIONALES.

Nul plus que nous n'est convaincu de l'importance d'affirmer, dans un monde en perte de repères, l'identité républicaine de la France, fondée sur un message universel. C'était le projet de la Révolution française. Aujourd'hui, même si la France n'a évidemment pas commencé en 1789, et se définit surtout à travers sa langue, le français, c'est bien le message de la République qui mérite d'être entendu haut et fort.

L'identité de la France c'est celle de ce message universel qui se décline dans les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité.

Mais nous n'acceptons pas l'instrumentalisation de l'identité républicaine de la France, qui, dans les mains du ministre à la fois chargé de l'immigration et de l'identité nationale, se charge d'un sens défensif. L'heure est à la compréhension du monde qui vient, celui du XXI^e siècle, avec les repères solides fournis par l'héritage des Lumières. Elle n'est pas au repli



« C'est à nous, Français, d'interpeller les autorités nationales en leur demandant compte de ce qu'elles font de l'héritage républicain de la France »

identitaire sur un idéal national frileux qui tournerait le dos à **la tradition dont nous nous réclamons, celle d'une patrie civique, généreuse et intégratrice.** Tenus peu avant les élections régionales, ces débats en préfecture sentent de loin l'opération politicienne visant à ramener les brebis perdues de l'extrême-droite

dans le berceau de l'UMP.

Quant au débat ouvert dès aujourd'hui sur Internet, il peut être l'occasion de quelques rappels salutaires mais plutôt à l'adresse de nos gouvernants. La force de notre pacte républicain vient de ce que les Français s'y reconnaissent massivement. Ce dont ils doutent, ce serait plutôt de la volonté du président de la République de continuer à leur assurer une assise solide. Liberté ? Voyez du côté de la réforme de la justice, faite pour remettre celle-ci dans la main du pouvoir. Regardez les transferts massifs de pouvoir opérés au profit d'institutions européennes déconnectées du suffrage universel, au détriment du parlement. Égalité ? Voyez du côté de la panne de l'ascenseur social - sauf à Neuilly. Fraternité ? Voyez du côté du copinage des banquiers, des grands médias et des partis politiques assoiffés de « rupture » avec la protection sociale. Laïcité ? Voyez les appels du Prési-

dent de la République aux autorités religieuses pour leur demander d'investir l'espace public et les accords passés avec le Vatican pour la reconnaissance des diplômes délivrés par l'enseignement confessionnel.

Nous ferons quant à nous valoir notre point de vue, comme nous l'avons toujours fait, chaque fois que cela nous semblera utile et notamment quand le gouvernement s'attaquera aux valeurs républicaines. Mais de grâce, n'inversons pas les vrais défis. Ce n'est pas aux autorités nationales de demander aux Français confirmation de leur livret de naissance. C'est à nous, Français, d'interpeller les autorités nationales en leur demandant compte de ce qu'elles font de l'héritage républicain de la France.

Marie-Françoise Bechtel

jeunes militants

« Parce que vous ne pouvez pas être ailleurs »

RETOUR SUR LA JOURNÉE D'ÉTUDES DU 21 NOVEMBRE 2009

Trois messages d'importance sont à retenir parmi ceux délivrés par Jean-Pierre Chevènement à la vingtaine de jeunes militants venus de toute la France au siège du mouvement pour se former et débattre, avec des secrétaires nationaux et entre eux, autour du thème « les jeunes, la gauche, la crise : comment s'approprier le legs républicain ? ».

En écho à l'intervention de Serge Lézement retraçant l'histoire de l'idée républicaine à gauche depuis Epinay, une conclusion s'impose « Nous avons beaucoup combattu, sans vaincre. Mais nous avons témoigné. Ce témoignage ne serait rien s'il n'alimentait de nouvelles énergies durables (sic) ».

Dans le prolongement de l'analyse de la crise comme chance de sursaut républicain proposée par Jean-Luc Laurent, les responsabilités des générations montantes sont claires : fermer le long cycle libéral, trentenaire, pour en ouvrir un autre, marqué par la construction d'une Europe des nations et par une France à nouveau fidèle à ses idéaux républicains, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Mais, nul ne l'ignore, en droit, ces deux premières assertions, à elles seules, n'impliquent en rien un engagement dans le mouvement. Elles doivent donc se compléter d'une dernière

: « Vous êtes au MRC. Pourquoi ? Parce que vous ne pouvez pas être ailleurs ! Evidemment. ». Malgré sa tournure négative, voici un rappel simple et robo-



ratif au principe de réalité, qui ne manquera pas de créer l'élan positif nécessaire chez chacun.

Ces messages introduisent de la meilleure façon les travaux, animés par Julien Landfried, Eléonore Perrier et Guillaume Vuilletet, relatifs à la conception d'une stratégie d'action militante qui soit autant à la mesure des enjeux qu'à la mesure de nos capacités. Travaux difficiles dans un contexte de petit parti mais largement soutenus par la certitude que dans le monde contemporain, non seulement la valeur n'attend toujours pas le nombre des années mais, en outre, elle n'attend pas plus le nombre des militants.

Eric Martin

**suivez l'actualité
du MRC sur internet**

www.mrc-france.org
www.chevenement.fr
www.facebook.com/jpchevenement
<http://twitter.com/chevenement>

ADHÉREZ AU MRC !

et soutenez Jean-Pierre Chevènement

BULLETIN D'ADHÉSION

Dès maintenant, adhérez ou réadhérez au MRC en retournant ce coupon avec votre chèque de cotisation nationale fixée à 55 € (25 € pour les jeunes, les personnes au chômage ou au RSA).
Votre carte d'adhérent 2009 vous sera envoyée par courrier du siège national.

Je soussigné(e), NOM Prénom.....

Adresse

Ville..... CP.....

Date de naissance..... Syndicat.....

Profession..... Lieu professionnel.....

Téléphone Portable

Courriel.....

Mandat(s) électif(s) éventuel(s).....

Souhaite adhérer au MRC renouveler mon adhésion au MRC

Et joint un chèque de € à l'ordre de l'AFMRC

Un reçu fiscal vous sera fourni pour bénéficier d'une réduction d'impôts de 66 % du montant de votre cotisation. (ainsi, pour 100€ de cotisation, le coût réel est de 34€)

Fait à le Signature :

Coupon à renvoyer
complété avec le versement à :
MRC

3 avenue de Corbéra
75012 PARIS